

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité d'Hébertville | 93020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Lemay, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité d'Hébertville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

Date 15 décembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité d'Hébertville,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avions fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Éric Gagnon, CPA Auditeur, permis de comptabilité publique no A128909

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Municipalité d'Hébertville, le 27 novembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	4 625 244	4 764 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	234 241	235 462
Quotes-parts	3		
Transferts	4	690 523	988 378
Services rendus	5	1 422 205	157 793
Imposition de droits	6	212 230	306 965
Amendes et pénalités	7	10 000	7 770
Revenus de placements de portefeuille	8		811
Autres revenus d'intérêts	9	50 000	369 622
Autres revenus	10	20 000	1 569 173
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	7 264 443	8 399 994
			11 699 165
Charges			
Administration générale	14	837 197	969 333
Sécurité publique	15	493 390	573 794
Transport	16	1 410 773	2 072 234
Hygiène du milieu	17	811 017	1 044 482
Santé et bien-être	18	20 000	16 742
Aménagement, urbanisme et développement	19	316 299	362 984
Loisirs et culture	20	1 985 421	777 667
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	434 340	695 703
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	6 308 437	6 512 939
			7 347 668
Excédent (déficit) lié aux activités			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	25	956 006	1 887 055
Solde déjà établi	26		23 102 177
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(153 203)
Solde redressé	28		22 948 974
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		22 948 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 071 927
Débiteurs (note 5)	2	4 895 446
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	
Autres actifs financiers (note 8)	7	5 651 813
	8	12 619 186
		11 796 248
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 9)	10	487 660
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 121 612
Revenus reportés (note 11)	12	1 263 727
Dette à long terme (note 12)	13	9 160 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16	12 033 651
		16 627 367
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	585 535
		(4 831 119)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 870 636
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	176 053
Stocks de fournitures	20	91 930
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	111 875
	23	24 250 494
		27 780 093
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	24 836 029
		22 948 974
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	24 836 029
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	
	27	24 836 029
		22 948 974
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
			Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	956 006	1 887 055
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	()	(1 867 710) (6 131 234)
Produit de cession	3		5 382 682 62 752
Amortissement	4		1 137 615 1 148 061
(Gain) perte sur cession	5		(1 167 332) (36 240)
Réduction de valeur / Reclassement	6		31 683
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8		3 485 255 (4 924 978)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(29 558)
Variation des stocks de fournitures	10		(2 531) (26 390)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12		46 875 (26 992)
	13		44 344 (82 940)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	956 006	5 416 654
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		(4 610 922) (3 918 368)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(220 197) (256 330)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		(4 831 119) (4 174 698)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	585 535	(4 831 119)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 887 055	4 351 497
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 137 615	1 148 061
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition et réduction de valeur	3.1	(1 167 332)	(36 240)
▪ Désactualisation des autres actifs financiers	3.2	(269 131)	
	4	1 588 207	5 463 318
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	5 510 637	(3 914 622)
Autres actifs financiers	6	31 683	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(311 522)	(612 118)
Revenus reportés	8	(406 591)	1 005 631
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(29 558)
Stocks de fournitures	11	(2 531)	(26 390)
Autres actifs non financiers	12	46 875	(26 992)
	13	6 456 758	1 859 269
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 946 764)	5 724 751
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		62 752
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 946 764)	(5 661 999)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		5 856 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(727 429)	1 466 375
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 093 826)	(1 694 991)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	24 706	(67 176)
Autres			
▪	28.1		
	29	(3 796 549)	2 627 458
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	713 445	(1 175 272)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 358 482	2 533 754
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 358 482	2 533 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 071 927	1 358 482

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation proportionnelle ligne par ligne %
Régie intermunicipale de sécurité incendie - secteur sud	18,25 (18,49 en 2023)
Régie intermunicipale du parc industriel - secteur sud	30 (30 en 2023)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, ainsi que les placements, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Contrats de location-bailleur

La municipalité analyse les contrats de location dans lesquels elle a une position de bailleur pour déterminer si ceux-ci transfèrent pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété des immobilisations corporelles louées au preneur. Le cas échéant, ceux-ci sont comptabilisés comme des contrats de location-vente. Lorsque les contrats de location portent sur un terrain bâti, les composantes du bail sont séparées en fonction de leur juste valeur proportionnelle pour analyser séparément le bail afférent au terrain et celui afférent aux immobilisations corporelles amortissables.

Contrat de location-vente

Le montant comptabilisé au titre de la vente correspond à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles à la date d'entrée en vigueur du bail, incluant le cas échéant la juste valeur estimative des contreparties autres qu'en espèces lorsque les baux prévoient de telles contreparties. Dans le cas de baux emphytéotiques dont la contrepartie reçue par la municipalité inclut la rétrocession de certains actifs à l'échéance de l'emphytéose, cette contrepartie à recevoir est comptabilisée à titre d' « Autre actif financiers » jusqu'au moment où la rétrocession a lieu.

Les produits financiers non gagnés sont imputés aux résultats sur la durée du bail de manière à produire un taux de rendement constant de l'investissement net dans le contrat de location.

Pour chaque créance découlant d'un contrat de location-vente, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si la municipalité détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de cette créance, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	3,33 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Autres	6,67 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfais et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différencierées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 071 927
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 358 482
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 071 927
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 071 927
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 071 927
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	878 360
		913 400

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux surplus affectés, aux revenus reportés de carrières sablières, aux fonds réservés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 682 229 \$ (404 339 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 56 140 \$ (49 441 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	663 647	626 952
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 225 161	9 271 441
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	63 924	186 867
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits, locations, mutations	14.1	942 714	320 823
	15	4 895 446	10 406 083
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 689 603	2 293 808
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 689 603	2 293 808
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	16 805	16 805
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 670 732	3 445 592
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	487 583	5 637 690
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	66 846	188 159
	27	3 225 161	9 271 441

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,48 % (1,67 % à 4,48 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 252 156 \$, portent intérêt à des taux variant de 2,47 % à 3,94 % et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	31 683
Autres		
▪ Contrat de location-vente	41.1	5 651 813
	42	5 651 813
		31 683

Note

Les autres actifs financiers sont composés des investissements nets dans des contrats de location-vente en lien avec les baux emphytéotiques. Le taux d'intérêt implicite des contrats de location-vente est de 5 %.

9. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 3 456 165 \$ (5 467 011 \$ au 31 décembre 2023) portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel, soit 5,45 %, au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 5,95 % (taux variant du taux préférentiel soit 7,2 %, au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 7,70 % au 31 décembre 2023), et renouvelables annuellement. Ces emprunts temporaires sont utilisés pour les opérations courantes et d'investissement de la municipalité.

La régie intermunicipale de sécurité incendie-secteur sud dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et sans date de renouvellement.

10. Créditeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	602 205
Salaires et avantages sociaux	44	302 480
Dépôts et retenues de garantie	45	104 684
Provision pour contestations d'évaluation	46	985 545
Autres		
▪ Organismes municipaux	47.1	20 265
▪ Intérêts courus	47.2	91 978
	48	1 121 612
		1 880 105

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	37 642
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional		
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres		
▪ Société habitation du Québec et PARIT	54.1	1 119 179
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	48 078
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	
Autres contributions des promoteurs	60	
Fonds de redevances réglementaires	61	
Autres		
▪ Autres	62.1	58 828
	63	1 263 727
		1 670 318

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,00	2025	2044	64	8 886 015
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de						
location-acquisition	6,90	6,90	2029	2029	68	353 128
Autres					69	
					70	9 239 143
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (	78 491)(
					72	103 197)
						9 160 652
						9 495 458

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets	Autres dettes à long terme		Total 2024	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement		
2025	73		682 925	64 634	747 559
2026	74		1 676 671	69 237	1 745 908
2027	75		1 946 701	74 169	2 020 870
2028	76		4 499 786	79 451	4 579 237
2029	77		16 607	65 637	82 244
2030 et plus	78		63 325		63 325
	79		8 886 015	353 128	9 239 143
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	
	81		8 886 015	353 128	9 239 143

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	56 089
Régimes de retraite des élus municipaux	89	2 450
	90	58 539
		41 016

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
-	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	101	4 927 254	20 347	4 947 601
Eaux usées	102	3 858 851		3 858 851
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	15 471 294	510 258	15 785 146
Autres				
▪ Autres infrastructures	104.1	7 475 374	165 346	3 963 319
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	5 886 443	(539 846)	1 421 753
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108	1 270 855	946 487	2 217 342
Ameublement et équipement de bureau	109	519 681	22 408	367 260
Machinerie, outillage et équipement divers	110	740 306	57 101	109 337
Terrains	111	868 458	81 377	782 858
Autres	112	124 185		124 185
	113	41 142 701	1 263 478	6 032 621
Immobilisations en cours	114	781 083	604 232	281 985
	115	41 923 784	1 867 710	6 314 606
				37 476 888
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	116	2 093 400	118 865	2 197 534
Eaux usées	117	2 074 209	131 503	2 205 712
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 844 494	546 283	4 390 777
Autres				
▪	119.1	3 400 864	41 092	1 451 698
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	1 473 138	106 889	508 623
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123	689 684	144 324	834 008
Ameublement et équipement de bureau	124	255 404	19 896	260 176
Machinerie, outillage et équipement divers	125	612 516	28 763	109 080
Autres	126	124 184		124 184
	127	14 567 893	1 137 615	2 099 256
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	27 355 891		23 870 636
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130 () () ()
Valeur comptable nette	131			

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des infrastructures, dont un montant de 0 \$ (446 971 \$ au 31 décembre 2023) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Également, au cours de l'exercice la municipalité a acquis un véhicule pour 367 917 \$ en vertu d'un contrat de location-acquisition.

Finalement, la société a disposé d'immobilisations corporelles pour un montant de 5 382 682 \$ à l'encontre d'autres actifs financiers dans un contrat de location-vente, ce qui n'a eu aucun impact sur la trésorerie.

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	102 157
Immeubles industriels municipaux	133	73 896
Autres	134	31 683
	135	176 053
		207 736
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	31 683
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	176 053

Note

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note

18. Autres actifs non financiers

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	111 875
Autres		
▪ Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles	144.1	15 000
	145	111 875
		158 750

Note

19. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation d'Hébertville, la municipalité d'Hébertville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, la municipalité accorde une participation financière représentant 10 % du coût relié au supplément au loyer pour 20 % à 50 % des unités de logement, et ce, pour une période minimale de 5 ans.

Crédit de taxes à un organisme sans but lucratif

La municipalité a adopté un règlement instaurant un programme d'aide financière complémentaire au programme Accès logis de la Société d'Habitation du Québec. En vertu de ce programme, la municipalité s'est engagée à accorder un crédit de taxes foncières et de services à un organisme sans but lucratif, et ce, pour une période de 35 ans, échéant en 2045. Le montant de crédit accordé en 2024 est de l'ordre de 33 960 \$.

Contrats à long terme

La société s'est engagée, d'après des contrats de service à long terme pour le balayage et le nettoyage des rues ainsi que d'entretien, à verser une somme de 38 036 \$. Le contrat échoit en 2026.

Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 18 676 \$ en 2025 et à 19 360 \$ en 2026.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 538 872 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 57 814 \$ en 2025, de 53 741 \$ en 2026, de 49 545 \$ en 2027, de 46 621 \$ en 2028, de 43 000 \$ en 2029 et de 288 151 \$ pour les années suivantes.

Baux emphytéotique

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de bail emphytéotique, à concéder à des sociétés le droit d'utiliser certaines immobilisations corporelles pour une période déterminée, en échange d'investissements à réaliser dans ces immobilisations corporelles. Ces contrats échoient le 31 décembre 2056 et comportent deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trente-trois ans chacune dont la société peut se prévaloir.

Les baux emphytéotiques prévoient une obligation pour l'emphytéote de réaliser des investissements sur les immobilisations corporelles pour un montant totalisant 11 100 000 \$. Les baux incluent une option d'achat basée sur la juste valeur des immobilisations corporelles au 1^{er} janvier 2024. À l'expiration des baux, les investissements réalisés deviennent la propriété de la municipalité sans compensation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Lac-St-Jean-Est. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 405 501 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres*Régie intermunicipale du Parc industriel - Secteur Sud*

Les points autres de la Régie intermunicipale du parc industriel - Secteur Sud auxquels la municipalité participe à 30 % sont les suivants :

Au cours de l'exercice 2017, la Régie a obtenu une lettre du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques suite à une demande de certificat d'autorisation pour le développement du parc industriel Sud dans une tourbière. Selon cette communication, dans le cas où le projet serait effectué, une compensation pour la perte de milieux humides ou hybrides serait exigible avant la délivrance de l'autorisation par le ministère. Selon la direction de la Régie, cette compensation devrait représenter des montants importants et pourrait amener l'abandon du projet. De l'avis de la direction, les impacts financiers en lien avec cette nouvelle loi ainsi que les orientations que pourraient prendre les membres du conseil de la Régie sur la continuité du parc industriel Sud est impossible à évaluer. Conséquemment, aucune dévaluation des propriétés destinées à la revente ne figure aux états financiers.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un revenu de transfert qui avait été classé en tant que « Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme », alors qu'il a été versé comptant. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, une augmentation des réserves financières et fonds réservés de 1 996 537 \$, une diminution de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs et une augmentation de l'excédent (déficit) d'investissement de l'exercice du même montant.

Également, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un contrat de location-acquisition qui avait été comptabilisé dans les dépenses dans les années passées. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, une augmentation des charges d'administration générale de 4 355 \$ ainsi qu'une diminution de l'excédent (déficit) lié aux activités de 4 355 \$ et une diminution de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début de 50 645 \$. De plus, cette modification a entraîné, au 31 décembre 2023, une augmentation des immobilisations corporelles de 66 994 \$, de la dette à long terme de 121 994 \$, une diminution de l'actif net (dette nette) de 121 994 \$ et une diminution de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités à la fin de 55 000 \$.

Finalement, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un revenu d'investissement. Le revenu de transfert a été constaté par le passé alors que certaines dépenses liées à la subvention étaient inadmissibles. Cette modification a entraîné, au 31 décembre 2023, une augmentation des revenus reportés de 98 203 \$ et une diminution de l'actif net (dette nette) et de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début et à la fin du même montant.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 657 645 \$ (636 166 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 16 805 \$ (16 805 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 121 612 \$	-	-	-
Emprunts temporaires	487 660 \$	-	-	-
Dette à long terme	1 099 947 \$	4 403 013 \$	6 762 021 \$	-
Total	2 709 219 \$	4 403 013 \$	6 762 021 \$	-\$

Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 700 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 669 970	4 625 244	4 764 020		4 764 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	223 813	234 241	235 462		235 462
Quotes-parts	3				195 769	
Transferts	4	266 685	378 023	616 960		616 960
Services rendus	5	1 231 897	1 422 205	146 642		157 793
Imposition de droits	6	226 871	212 230	306 965		306 965
Amendes et pénalités	7	16 521	10 000	7 770		7 770
Revenus de placements de portefeuille	8				811	811
Autres revenus d'intérêts	9	154 306	50 000	369 622		369 622
Autres revenus	10	98 289	20 000	1 482 029		1 487 796
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 888 352	6 951 943	7 929 470		7 947 199
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	4 390 852	312 500	371 418		371 418
Imposition de droits	16	400 000				
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18			81 377		81 377
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	4 790 852	312 500	452 795		452 795
	22	11 679 204	7 264 443	8 382 265		8 399 994
Charges						
Administration générale	23	828 015	837 197	938 544	20 747	10 042
Sécurité publique	24	466 081	493 390	493 365	72 202	187 383
Transport	25	1 404 370	1 410 773	1 409 871	659 352	3 011
Hygiène du milieu	26	695 681	811 017	773 443	270 879	160
Santé et bien-être	27	7 347	20 000	16 742		16 742
Aménagement, urbanisme et développement	28	356 522	316 299	377 332	2 265	
Loisirs et culture	29	1 999 059	1 985 421	690 851	86 816	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	468 139	434 340	691 059		4 644
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 125 558		1 112 261 (	1 112 261)	
	34	7 350 772	6 308 437	6 503 468		205 240
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 328 432	956 006	1 878 797	8 258	1 887 055

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
	Redressé note 24				
Excédent (déficit) lié aux activités	1 4 328 432	956 006	1 878 797	8 258	1 887 055
Moins : revenus d'investissement	2 (4 790 852)	(312 500)	(452 795)	()	(452 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 (462 420)	643 506	1 426 002	8 258	1 434 260
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (dédire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4 1 125 558		1 112 261	25 354	1 137 615
Produit de cession	5 62 752		5 382 682		5 382 682
(Gain) perte sur cession	6 (36 240)		(1 167 333)		(1 167 333)
Réduction de valeur / Reclassement	7 31 683				
	8 1 183 753		5 327 610	25 354	5 352 964
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9		31 683		31 683
Réduction de valeur / Reclassement	10 (31 683)		31 683		31 683
	11 (31 683)		31 683		31 683
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 (35 637)		75 709		75 709
Remboursement de la dette à long terme	17 (394 543)	(338 290)	(1 094 943)	(15 014)	(1 109 957)
	18 (430 180)	(338 290)	(1 019 234)	(15 014)	(1 034 248)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (122 786)	(40 160)	(5 817 318)	(2 486)	(5 819 804)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 79 038	6 500		2 742	2 742
Excédent de fonctionnement affecté	21 12 919		10 497		10 497
Réserves financières et fonds réservés	22 (65 750)	(271 556)	(122 212)	(6 329)	(128 541)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25 (96 579)	(305 216)	(5 929 033)	(6 073)	(5 935 106)
	26 625 311	(643 506)	(1 588 974)	4 267	(1 584 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 162 891		(162 972)	12 525	(150 447)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
	Redressé note 24				
Revenus d'investissement	1	4 790 852	452 795		452 795
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(43 824)(	22 408)(	) (	22 408)
Sécurité publique	3	(17 068)(	(582 558))(	4 256)(	(578 302))
Transport	4	(4 417 055)(	1 484 201)(	) (	1 484 201)
Hygiène du milieu	5	(883 325)(	183 365)(	) (	183 365)
Santé et bien-être	6	( ) (	66 136)(	) (	66 136)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(102 558)(	610 791)(	) (	610 791)
Loisirs et culture	8	(573 734)(	79 111)(	) (	79 111)
Réseau d'électricité	9	()() (()() () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()() (()() () () (
	11	(6 037 564)(	1 863 454)(	4 256)(	1 867 710)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()() (()() () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )( ) (	5 651 816)(	) (	5 651 816)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 089 116	798 066	75 233	873 299
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	122 786	5 817 318	2 486	5 819 804
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	656 403	153 943		153 943
Excédent de fonctionnement affecté	17	123 352	107 427		107 427
Réserves financières et fonds réservés	18	301 996	77 299		77 299
	19	1 204 537	6 155 987	2 486	6 158 473
	20	(743 911)	(561 217)	73 463	(487 754)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 046 941	(108 422)	73 463	(34 959)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023	2024			
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 304 749	1 990 628	81 299	2 071 927
Débiteurs (note 5)	2	10 381 375	4 889 714	5 732	4 895 446
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	31 683	5 651 813		5 651 813
	8	11 717 807	12 532 155	87 031	12 619 186
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 488 715	487 660		487 660
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 874 432	1 103 824	17 788	1 121 612
Revenus reportés (note 11)	12	1 665 817	1 259 227	4 500	1 263 727
Dette à long terme (note 12)	13	9 413 295	9 018 136	142 516	9 160 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	16 442 259	11 868 847	164 804	12 033 651
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 724 452)	663 308	(77 773)	585 535
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	27 081 701	23 617 545	253 091	23 870 636
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	102 158	102 157	73 896	176 053
Stocks de fournitures	20	89 399	91 930		91 930
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	152 354	105 009	6 866	111 875
	23	27 425 612	23 916 641	333 853	24 250 494
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	457 047	153 080	59 963	213 043
Excédent de fonctionnement affecté	25	378 830	409 376		409 376
Réserves financières et fonds réservés	26	2 468 897	3 096 368	11 780	3 108 148
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(667 843)	(680 532)		(680 532)
Financement des investissements en cours	28	(270 942)	(1 123 347)	(136)	(1 123 483)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	20 335 171	22 725 004	184 473	22 909 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	22 701 160	24 579 949	256 080	24 836 029

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
				Redressé note 24
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 525 299	1 471 104	1 538 849
				1 466 943
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	316 289	303 552	308 843
				263 139
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 943 902	1 842 563	1 944 769
				3 147 735
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme				
à la charge				
De l'organisme municipal	9	393 840	405 755	410 399
D'autres organismes municipaux	10			365 834
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	40 500	285 304	285 304
				104 846
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	847 717	768 290	572 521
Transferts	15			582 390
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	223 640	303 220	303 220
				259 188
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 112 261	1 137 615
Actifs incorporels achetés	20			1 148 302
Autres				
■	21.1	17 250	11 419	11 419
	22	6 308 437	6 503 468	6 512 939
				7 347 668

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 213 043	554 547
Excédent de fonctionnement affecté	2 409 376	378 830
Réserves financières et fonds réservés	3 3 108 148	2 468 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (680 532)	(667 843)
Financement des investissements en cours	5 (1 123 483)	(386 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 22 909 477	20 601 093
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 24 836 029	22 948 974

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9 153 080	457 047
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 59 963	97 500
	11 213 043	554 547

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale		
▪ Revenus dek hockey et loisirs	12.1 10 863	18 585
▪ Travaux TECQ	12.2 3 481	3 481
▪ Autres	12.3 395 032	356 764
	13 409 376	378 830
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪ RIPISS	14.1	
	15	
	16 409 376	378 830

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	339 653
Organismes contrôlés et partenariats	22	11 780
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	2 736 715
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 000
Autres		
■	30.1	
	31	3 108 148
	32	3 108 148
		2 468 897

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ())()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ())()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ())()
Autres	37 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ())()
	39 ())()
Assainissement des sites contaminés	40 ())()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ())()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ())()
Autres		
▪	43.1 ())()
	44 ())()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ())()
Utilisation du fonds de roulement	46 ())()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ())()
Utilisation du fonds de roulement	48 ())()
Autres		
▪	49.1 ())()
	50 ())()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ())()
Mesure relative à la COVID-19	52 ())()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ())()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ())()
Autres		
▪ Autres financements	55.1 ()	680 532)(667 843)
	56 ()	680 532)(667 843)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()	680 532)(667 843)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (	1 123 483)(
	66)	386 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	23 870 636
Propriétés destinées à la revente	68	176 053
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72)	27 355 891
Ajustements aux éléments d'actif	73)	27 563 627
	74)	5 651 816
	74)	29 698 505
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	9 495 458)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	78 491)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77)	103 197)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78)	1 689 603
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79)	552 096
	80)	615 116
	80)	208 416
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	(272 803)
	82 (	6 789 028)(
	83)	6 962 534)
	83)	6 789 028)(
	83)	6 962 534)
	83)	22 909 477
	83)	20 601 093

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	-	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ())()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 %	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 %	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 %	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 %	% %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73)()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74)()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	-	81.1
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84)()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88)()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoue le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	-	103.1

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	
Description des régimes et autres renseignements		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	
Description des régimes et autres renseignements		
La municipalité offre à ses employés un REER collectif. La part de l'employeur est de 6 % des salaires bruts. Le coût de ce régime de retraite est imputé aux charges au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés. Les cotisations ne concernent que les services courants.		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	56 089
REER	114	38 566
Autres régimes	115	
	116	56 089
		38 566

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	
Description du régime		
Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans les cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	727
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	2 450
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 450
	121	2 450

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

TAXES	Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 926 476	3 926 476	3 842 877
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 926 476	3 926 476	3 842 877
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	282 791	282 791	281 344
Égout	13	156 003	156 003	157 034
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	339 356	339 356	331 010
Autres				
▪ Autres	16.1	44 192	44 192	43 582
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 202	15 202	14 123
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	837 544	837 544	827 093
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	837 544	837 544	827 093
	27	4 764 020	4 764 020	4 669 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	52 809	52 809
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	44 080	44 080
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	136 495	136 495
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	233 384	220 821
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	2 078	2 078
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39	2 078	2 078
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	235 462	235 462
			223 813

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50	61 404	61 404
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	326 069	326 069
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
l'eau potable	63	17 408	17 408
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65	4 883	4 883
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	18 826	18 826
Activités culturelles			22 623
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité	86		
	87	428 590	428 590
			229 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	29 083	29 083
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	61 593	61 593
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119	43 393	43 393
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	237 349	237 349
Activités culturelles			376 178
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	371 418	371 418
			4 390 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130	42 717	42 717
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	145 653	145 653
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		41 080
Autres	138		
	139	188 370	188 370
TOTAL DES TRANSFERTS	140	988 378	4 661 783

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi		141	
Évaluation		142	
Autres		143	
		144	
Sécurité publique			
Police		145	
Sécurité incendie			
Premiers répondants		146	
Autres		147	
Sécurité civile		148	
Autres		149	
		150	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale		151	
Enlèvement de la neige		152	
Autres		153	
Transport collectif		154	
Autres		155	
		156	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		157	
Réseau de distribution de l'eau potable		158	
Traitement des eaux usées		159	
Réseaux d'égout		160	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés		161	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport		162	
Tri et conditionnement		163	
Autres		164	
Autres		165	
Cours d'eau		166	
Protection de l'environnement		167	
Autres		168	
		169	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	34 410	34 410	1 682
	188	34 410	34 410	1 682
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191		9 677	
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194		9 677	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	4 810	15 961	3 500
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	4 810	15 961	3 500
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	11 155	11 155	3 165
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	11 155	11 155	3 165

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	7 326	7 326	5 000
	224	7 326	7 326	5 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	88 941	88 941	1 218 550
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	88 941	88 941	1 218 550
Réseau d'électricité	229			
	230	146 642	157 793	1 241 574
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	146 642	157 793	1 241 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	15 765	15 765	17 860
Droits de mutation immobilière	233	196 280	196 280	69 062
Droits sur les carrières et sablières	234	94 920	94 920	539 949
Autres	235			
	236	306 965	306 965	626 871
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	7 770	7 770	16 521
REVENUS DE PLACEMENTS				
DE PORTEFEUILLE	238		811	1 439
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	369 622	369 622	154 338
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	1 167 333	1 167 333	36 240
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	1 497	1 497	13 141
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	360 643	360 643	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	2 500	8 267	7 067
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	31 433	31 433	46 408
	250	1 563 406	1 569 173	102 856
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalisations 2024		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	147 365	147 365	157 409	139 557
Greffé et application de la loi	2	165 996	165 996	165 996	100 359
Gestion financière et administrative	3	511 085	20 747	531 832	447 397
Évaluation	4	83 701	83 701	83 701	62 179
Gestion du personnel	5	30 397	30 397	30 395	19 933
Autres					
▪ Règlement retrait Ville d'Alma Régi	6.1				67 574
	7	938 544	20 747	959 291	969 333
					836 999
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	248 889	248 889	248 889	238 435
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	212 890	72 202	285 092	293 319
Sécurité civile	11	13 909	13 909	13 909	9 766
Autres	12	17 677	17 677	17 677	15 894
	13	493 365	72 202	565 567	573 794
					537 384
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	782 726	643 256	1 425 982	1 428 993
Enlèvement de la neige	15	505 903	16 096	521 999	521 999
Éclairage des rues	16	50 709	50 709	50 709	49 570
Circulation et stationnement	17	65 248	65 248	65 248	50 378
Transport collectif					
Transport en commun	18	5 285	5 285	5 285	5 285
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 409 871	659 352	2 069 223	2 072 234
					1 930 932

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalisations 2024		Total	Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	70 496	44 482	114 978	114 978	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	136 955	85 592	222 547	222 707	
Traitement des eaux usées	25	113 143	101 070	214 213	214 213	
Réseaux d'égout	26	47 286	39 735	87 021	87 021	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	102 770		102 770	95 760	
Élimination	28	32 035		32 035	36 976	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	24 118		24 118	24 118	
Tri et conditionnement	30	26 462		26 462	26 462	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	57 751		57 751	55 173	
Autres	34	35 620		35 620	35 273	
Plan de gestion	35	717		717	255	
Autres	36	99 968		99 968	99 968	
Cours d'eau	37	9 710		9 710	9 710	
Protection de l'environnement	38	16 412		16 412	16 412	
Autres	39					
	40	773 443	270 879	1 044 322	1 044 482	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	12 486		12 486	12 486	
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	4 256		4 256	4 256	
	45	16 742		16 742	16 742	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalisations 2024		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	131 888	2 265	134 153	162 337
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	2 031		2 031	1 340
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	129 351		129 351	112 738
Tourisme	50	29 392		29 392	32 363
Autres	51				
Autres	52	84 670		84 670	113 998
	53	377 332	2 265	379 597	362 984
					355 737
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	78 598	25 972	104 570	104 570
Patinoires intérieures et extérieures	55	16 385		16 385	16 385
Piscines, plages et ports de plaisance	56	5 486	765	6 251	6 251
Parcs et terrains de jeux	57	201 020	8 051	209 071	230 698
Parcs régionaux	58	117 641	47 538	165 179	117 641
Expositions et foires	59				
Autres	60	230 289		230 289	277 827
	61	649 419	82 326	731 745	1 633 726
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	41 432	4 490	45 922	45 922
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67	41 432	4 490	45 922	45 922
	68	690 851	86 816	777 667	2 271 520

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalisations 2024		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	381 050		381 050	385 694
Autres frais	71	24 705		24 705	24 705
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	285 304		285 304	285 304
	74	691 059		691 059	695 703
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS					
	76	1 112 261	(1 112 261)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité d'Hébertville | 93020 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	Réalisations 2023
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	20 346	20 346	737 968	
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4				
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	510 257	510 257	4 439 754	
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10				
Autres infrastructures	11	165 346	165 346	21 640	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	(582 558)	(582 558)	21 591	
Édifices communautaires et récréatifs	14	42 712	42 712	32 441	
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	946 487	946 487	114 532	
Ameublement et équipement de bureau	18	22 408	22 408	56 172	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	52 844	52 844	148 091	
Terrains	20	81 376	81 376		
Autres	21	604 236	608 492	599 533	
	22	1 863 454	1 867 710	6 171 722	

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	20 346	20 346	737 968
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	675 603	675 603	4 461 394
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 167 505	1 171 761	972 360
	12	1 863 454	1 867 710	6 171 722

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 304 847	367 917	123 224
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	7 304 847	367 917	123 224
				7 549 540
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 293 808		604 205
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	2 293 808		604 205
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15	2 293 808		604 205
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	2 293 808		604 205
	19	9 598 655	367 917	727 429
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	9 598 655	367 917	727 429
				9 239 143

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	9 096 628
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 123 483
Activités de fonctionnement à financer	3	128 435
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		5.1
▪		
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 689 603
Autres montants		9
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés		10
Autres		11.1
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 658 943
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	142 516
Endettement net à long terme	14	8 801 459
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	405 501
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	9 206 960
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 206 960
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2	83 701	83 701
Autres	3	3 924	3 924
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	179 156	
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8	34 623	34 623
Transport collectif	9		
Autres	10	3 911	3 911
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	373 222	356 609
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16	12 486	12 486
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 876	18 876
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	52 072	52 072
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	6 319	6 319
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	768 290	572 521

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	1 863 454
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	1 863 454
		6 037 564

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹	
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 798,00	340 406	59 699	400 105
Professionnels	2						
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 180,00	248 183	64 836	313 019
Cols bleus	4	11,00	40,00	24 628,00	788 195	170 219	958 414
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	18,00		37 606,00	1 376 784	294 754	1 671 538
Élus	9	7,00			94 320	8 798	103 118
	10	25,00			1 471 104	303 552	1 774 656

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total		
	Fonctionnement	Investissement				
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	510 451	194 762	8 826	274 339	988 378
	7	510 451	194 762	8 826	274 339	988 378

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	296 624
	4	296 624
		110 934
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	122 370
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	122 370
		97 551
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	168 386
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	168 386
		145 795
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	9 002
Réseau de distribution de l'eau potable	18	
TraITEMENT des eaux usées	19	
Réseaux d'égout	20	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	9 002
		10 926
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	94 677
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	94 677
		102 933
Réseau d'électricité		
	42	691 059
		468 139

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc Richard	1.1	Maire	16 980	8 490	8 686
Caroline Gagnon	1.2	Conseiller	7 650	3 825	
Myriam Gaudreault	1.3	Conseiller	7 650	3 825	
Éliane Champigny	1.4	Conseiller	7 650	3 825	882
Tony Côté	1.5	Conseiller	7 650	3 825	
Dave Simard	1.6	Conseiller	7 650	3 825	
Régis Lemay	1.7	Conseiller	7 650	3 825	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ \$ 700 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$ 164 821 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Crédances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Crédances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice

24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

44 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

46 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

48 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

50 \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 17 500 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
69 _____ 182 336 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
70 _____ 128 146 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
71 _____ 32 951 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif
72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
73 _____ 100 837 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
75 _____ \$
 - Systèmes de drainage
76 _____ 25 008 \$
 - Abords de routes
77 _____ 15 491 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
78 _____ 174 287 \$
 - b) Dépenses d'investissement
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
80 _____ \$
 - c) Total des frais encourus admissibles
81 _____ 302 433 \$
 - d) Description des dépenses d'investissement
 - Relativs à l'entretien d'hiver :
 - Relativs à l'entretien d'été :
 - e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
 - f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 8331-2025
- b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-05-05

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 6267-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 124
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 52
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-12-15

Nom du signataire : Sylvain Lemay

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-12-17 15:45

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité d'Hébertville | 93020 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus					
Fonctionnement	1	6 888 352	6 951 943	7 929 470	213 498 7 947 199
Investissement	2	4 790 852	312 500	452 795	452 795
	3	11 679 204	7 264 443	8 382 265	213 498 8 399 994
Charges	4	7 350 772	6 308 437	6 503 468	205 240 6 512 939
Excédent (déficit) lié aux activités	5	4 328 432	956 006	1 878 797	8 258 1 887 055
Moins : revenus d'investissement	6	(4 790 852)()	(312 500)()	(452 795)()	() (452 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(462 420)	643 506	1 426 002	8 258 1 434 260
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 125 558		1 112 261	25 354 1 137 615
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(35 637)		75 709	75 709
Remboursement de la dette à long terme	10	(394 543)()	(338 290)()	(1 094 943)()	(15 014)() 1 109 957)
Affectations					
Activités d'investissement	11	(122 786)()	(40 160)()	(5 817 318)()	(2 486)() 5 819 804)
Excédent (déficit) accumulé	12	26 207	(265 056)	(111 715)	(3 587)() (115 302)
Autres éléments de conciliation	13	26 512		4 247 032	4 247 032
	14	625 311	(643 506)	(1 588 974)	4 267 (1 584 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	162 891		(162 972)	12 525 (150 447)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2023	2024		2023
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 304 749	1 990 628	2 071 927
Débiteurs	2	10 381 375	4 889 714	4 895 446
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	31 683	5 651 813	5 651 813
	6	11 717 807	12 532 155	12 619 186
				11 796 248
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	3 488 715	487 660	487 660
Créditeurs et charges à payer	9	1 874 432	1 103 824	1 121 612
Revenus reportés	10	1 665 817	1 259 227	1 263 727
Dette à long terme	11	9 413 295	9 018 136	9 160 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	16 442 259	11 868 847	12 033 651
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 724 452)	663 308	585 535
				(4 831 119)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	27 081 701	23 617 545	23 870 636
Autres	17	343 911	299 096	379 858
	18	27 425 612	23 916 641	24 250 494
				27 780 093
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	457 047	153 080	213 043
Excédent de fonctionnement affecté	20	378 830	409 376	409 376
Réserves financières et fonds réservés	21	2 468 897	3 096 368	3 108 148
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(667 843)(	680 532)(	680 532)(
Financement des investissements en cours	23	(270 942)	(1 123 347)	(1 123 483)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	20 335 171	22 725 004	22 909 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	22 701 160	24 579 949	24 836 029
				22 948 974

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Revenus dek hockey et loisirs	1.1	10 863
▪ Travaux TECQ	1.2	3 481
▪ Autres	1.3	395 032
	2	409 376
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	378 830
	4	409 376
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	339 653
Organismes contrôlés et partenariats	8	11 780
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	2 736 715
Organismes contrôlés et partenariats	10	2 154 156
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	20 000
Autres	14.1	
	15	3 108 148
	16	3 517 524
		2 468 897
		2 847 727

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 8 658 943
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 9 206 960
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
	Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 549 540
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	7 304 847
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 689 603
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	
	11	9 239 143
		9 598 655

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	12	4 669 970	4 625 244	4 764 020
Compensations tenant lieu de taxes	13	223 813	234 241	235 462
Quotes-parts	14			
Transferts	15	266 685	378 023	616 960
Services rendus	16	1 231 897	1 422 205	146 642
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	243 392	222 230	314 735
Autres	18	252 595	70 000	1 851 651
	19	6 888 352	6 951 943	7 929 470
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	4 390 852	312 500	371 418
Autres	23	400 000		81 377
	24	4 790 852	312 500	452 795
	25	11 679 204	7 264 443	8 382 265

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalisations 2024		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023
Administration générale	1	938 544	20 747	959 291	969 333
Sécurité publique					836 999
Police	2	248 889		248 889	248 889
Sécurité incendie	3	212 890	72 202	285 092	293 319
Autres	4	31 586		31 586	25 660
Transport					
Réseau routier	5	1 404 586	659 352	2 063 938	2 066 949
Transport collectif	6	5 285		5 285	5 285
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	367 880	270 879	638 759	638 919
Matières résiduelles	9	379 441		379 441	379 441
Autres	10	26 122		26 122	26 122
Santé et bien-être	11	16 742		16 742	16 742
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	131 888	2 265	134 153	134 153
Promotion et développement économique	13	158 743		158 743	142 130
Autres	14	86 701		86 701	86 701
Loisirs et culture	15	690 851	86 816	777 667	777 667
Réseau d'électricité	16				2 271 520
Frais de financement	17	691 059		691 059	695 703
Effet net des opérations de restructuration	18				470 680
	19	5 391 207	1 112 261	6 503 468	6 512 939
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 112 261	(1 112 261)		7 347 668
	21	6 503 468		6 503 468	6 512 939
					7 347 668

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 790 852	452 795	452 795
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 037 564)(	1 863 454)(	4 256)(1 867 710)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	) (	5 651 816)(	) ( 5 651 816)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 089 116	798 066	75 233 873 299
Affectations				
Activités de fonctionnement	5	122 786	5 817 318	2 486 5 819 804
Excédent accumulé	6	1 081 751	338 669	338 669
	7	(743 911)	(561 217)	73 463 (487 754)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 046 941	(108 422)	73 463 (34 959)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14